

5 janvier 2007

Abolir la dette publique pour détruire la domination du capital financier sur l'État

L'analyse du document sur la dette publique de Québec solidaire¹ est une mine d'information et de clarification technique fort utiles, doublé d'un pertinent travail de démystification, mais elle demeure essentiellement un plaidoyer en faveur de la dette publique. Or la dette publique c'est « *l'aliénation de l'État* » qui « *[p]ar un coup de baguette, [...] doue l'argent improductif de la vertu reproductrice et le convertit ainsi en capital, sans qu'il ait pour cela à subir les risques...* » présidant ainsi à la naissance du capital financier devenu, avec le néolibéralisme guerrier, un ogre. Comme source de l'accumulation primitive, cette dette est à l'origine de l'impérialisme particulièrement dans les pays à forte intervention étatique. Cause du cercle vicieux de la spirale de l'impôt capitaliste, elle « *[rend] le salarié soumis, frugal, industriel, et... exténué de travail* » sans compter la ruine du petit producteur (Voir le texte de Marx attaché sur le sujet en annexe)

Les lucides seraient-ils donc anticapitalistes en réclamant la suppression, au Québec et au Canada, de la dette publique ? Pourquoi les lucides des autres grands pays impérialistes n'en demandent-ils pas autant pour leur propre pays, particulièrement aux ÉU et au Japon ? Pourquoi le Canada, dans les 15 dernières années, a-t-il été le champion mondial de la réduction du déficit public, source de la dette publique, et que maintenant il faudrait prolonger ce championnat par la réduction de la dette publique ?

Réponse : le Canada n'était pas mondialement compétitif, particulièrement dans le cadre de l'ALÉNA. Comme pis aller, dans les années 90, il a fallu la baisse drastique du taux de change par rapport au dollar étasunien en attendant le résultat des réformes structurelles dont le fer de lance a été le *déficit zéro*. Depuis quelques années, l'emballage des coûts de matières premières, particulièrement du pétrole, a provoqué la hausse rapide du taux de change... et a démontré le manque de compétitivité du secteur manufacturier ontarien et québécois. En attendant, le capital canadien est devenu un grand exportateur net de capitaux, particulièrement dans le domaine des finances et des mines.²

À remarquer que les ÉU ne sont guère plus compétitifs mais ils ont le dollar, l'ampleur de leur marché et, *last but not least*, leur armée... ce qui en fait la grande éponge de l'épargne mondiale pour les maintenir à flots. À remarquer aussi que face à la Chine, aux Indes, etc., l'Union européenne en rame un coup d'où un fort chômage et l'apparition d'un discours lucide à la canadienne. À

¹ Voir http://quebecsolidaire.net/actualite/dossiers/un_regard_solidaire_sur_la_dette_publique

² Voir http://www.marcbonhomme.com/page0/files/page0_blog_entry41_2.pdf

remarquer finalement que la Suède, ce grand modèle des *solidaires*, a connu et connaît une situation budgétaire et fiscale à la canadienne foncièrement pour les mêmes raisons ; cependant, partant de pas mal plus haut, socialement et compétitivement parlant, et étant dans la zone euro, elle est relativement restée plus haut malgré beaucoup de privatisations et de coupures.³

De toute façon, la direction nationale de Québec solidaire n'a tenu aucun compte du plaidoyer pour la dette publique de son comité car elle est complètement traumatisée par la nécessité de trouver des revenus fiscaux pour financer toute nouvelle dépense. Peut-être est-ce la raison pour laquelle elle a rendu ce document public sur le site web seulement après le congrès sur la plate-forme de la fin novembre alors qu'il était prêt dès septembre.

Par le principe dialectique de la négation de la négation, la direction de Québec solidaire se retrouverait-elle sur la même position que Marx ? Peut-être mais sur la tête car elle n'envisage aucunement une significative réforme fiscale⁴ et encore moins une pure et simple annulation de la dette publique, cet impôt que les riches n'ont pas payé. C'était là ce que proposait il y a dix ans le Parti de la démocratie socialiste sous forme d'un gel⁵ et comme le revendique dans l'actuelle campagne électorale française, Olivier Besancenot, candidat de la Ligue communiste révolutionnaire⁶ sans parler de l'annulation de la dette des pays du tiers monde, cause principale de sa dette publique, comme le faisait l'UFP.⁷

Marc Bonhomme

Annexe

Karl MARX, Le Capital - Livre premier Le développement de la production capitaliste

VIII° section : L'accumulation primitive

Chapitre XXXI : Genèse du capitaliste industriel

Extraits sur la dette publique

Les mises en évidence sont de moi

[...]

³ Voir partie 2 de http://www.marcbonhomme.com/page0/files/page0_blog_entry43_2.pdf

⁴ Voir http://www.marcbonhomme.com/files/page9_blog_entry3_2.pdf

⁵ Voir http://www.marcbonhomme.com/page4/files/page4_blog_entry4_1.pdf

⁶ Voir http://besancenot2007.org/rubrique=4.php3?id_rubrique=4

⁷ Voir http://www.ufp.qc.ca/article.php3?id_article=1125#nb1

Le système du crédit public, c'est-à-dire des dettes publiques, dont Venise et Gênes avaient, au moyen âge, posé les premiers jalons, envahit l'Europe définitivement pendant l'époque manufacturière. Le régime colonial, avec son commerce maritime et ses guerres commerciales, lui servant de serre chaude, il s'installa d'abord en Hollande. **La dette publique, en d'autres termes l'aliénation de l'État**, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste. La seule partie de la soi-disant richesse nationale qui entre réellement dans la possession collective des peuples modernes, c'est leur dette publique [7]. Il n'y a donc pas à s'étonner de la doctrine moderne que plus un peuple s'endette, plus il s'enrichit. Le crédit public, voilà le *credo* du capital. Aussi le manque de foi en la dette publique vient-il, dès l'incubation de celle-ci, prendre la place du péché contre le Saint-Esprit, jadis le seul impardonnables [8].

La dette publique opère comme un des agents les plus énergiques de l'accumulation primitive. **Par un coup de baguette, elle doue l'argent improductif de la vertu reproductrice et le convertit ainsi en capital, sans qu'il ait pour cela à subir les risques, les troubles inséparables de son emploi industriel et même de l'usure privée.** Les crédateurs publics, à vrai dire, ne donnent rien, car leur principal, métamorphosé en effets publics d'un transfert facile, continue à fonctionner entre leurs mains comme autant de numéraire. **Mais, à part la classe de rentiers oisifs ainsi créée, à part la fortune improvisée des financiers intermédiaires entre le gouvernement et la nation** - de même que celle des traitants, marchands, manufacturiers particuliers, auxquels une bonne partie de tout emprunt rend le service d'un capital tombé du ciel - **la dette publique a donné le branle aux sociétés par actions, au commerce de toute sorte de papiers négociables, aux opérations aléatoires, à l'agiotage, en somme, aux jeux de bourse et à la bureaucratie moderne.**

Dès leur naissance les grandes banques, affublées de titres nationaux, n'étaient que des associations de spéculateurs privés s'établissant à côté des gouvernements et, grâce aux privilèges qu'ils en obtenaient, à même de leur prêter l'argent du public. Aussi l'accumulation de la dette publique n'a-t-elle pas de gradimètre plus infallible que la hausse successive des actions de ces banques, dont le développement intégral date de la fondation de la Banque d'Angleterre, en 1694. Celle-ci commença par prêter tout son capital argent au gouvernement à un intérêt de 8 %, en même temps elle était autorisée par le Parlement à battre monnaie du même capital en le prêtant de nouveau au public sous forme de billets qu'on lui permit de jeter en circulation, en escomptant avec eux des billets d'échange, en les avançant sur des marchandises et en les employant à l'achat de métaux précieux. Bientôt après, cette monnaie de crédit de sa propre fabrique devint l'argent avec lequel la Banque d'Angleterre effectua ses prêts à l'État et paya pour lui les intérêts de la dette publique. Elle donnait d'une main, non seulement pour recevoir davantage, mais, tout en recevant, elle restait créancière de la nation à perpétuité, jusqu'à concurrence du dernier liard donné. Peu à peu elle devint nécessairement le réceptacle des trésors métalliques du pays et le grand centre autour duquel gravita dès lors le crédit commercial. Dans le même temps qu'on cessait en Angleterre de brûler les sorcières, on commença à y pendre les falsificateurs de billets de banque.

Il faut avoir parcouru les écrits de ce temps-là, ceux de Bolingbroke, par exemple, pour comprendre tout l'effet que produisit sur les contemporains l'apparition soudaine de cette engeance de bancocrates, financiers, rentiers, courtiers, agents de change, brasseurs d'affaires et loups-cerviers [9].

Avec les dettes publiques naquit un système de crédit international qui cache souvent une des sources de l'accumulation primitive chez tel ou tel peuple. C'est ainsi, par exemple, que les rapines et les violences vénitiennes forment une des bases de la richesse en capital de la Hollande, à qui Venise en décadence prêtait des sommes considérables. A son tour, la Hollande, déchue vers la fin du XVII^e siècle de sa suprématie industrielle et commerciale, se vit contrainte à faire valoir des capitaux énormes en les prêtant à l'étranger et, de 1701 à 1776, spécialement à l'Angleterre, sa rivale victorieuse. Et il en est de même à présent de l'Angleterre et des États-Unis. Maint capital qui fait aujourd'hui son apparition aux États-Unis sans extrait de naissance n'est que du sang d'enfants de fabrique capitalisé hier en Angleterre.

Comme la dette publique est assise sur le revenu public, qui en doit payer les redevances annuelles, le système moderne des impôts était le corollaire obligé des emprunts nationaux. Les emprunts, qui mettent les gouvernements à même de faire face aux dépenses extraordinaires sans que les contribuables s'en ressentent sur-le-champ, entraînent à leur suite un surcroît d'impôts; de l'autre côté, la surcharge d'impôts causée par l'accumulation des dettes successivement contractées contraint les gouvernements, en cas de nouvelles dépenses extraordinaires, d'avoir recours à de nouveaux emprunts. La fiscalité moderne, dont les impôts sur les objets de première nécessité et, partant, l'enchérissement, de ceux-ci, formaient de prime abord le pivot, renferme donc en soi un germe de progression automatique. La surcharge des taxes n'en est pas un incident, mais le principe. Aussi en Hollande, où ce système a été d'abord inauguré, le grand patriote de Witt l'a-t-il exalté dans ses *Maximes* comme le plus propre à rendre le salarié soumis, frugal, industriel, et... exténué de travail. Mais l'influence délétère qu'il exerce sur la situation de la classe ouvrière doit moins nous occuper ici que l'expropriation forcée qu'il implique du paysan, de l'artisan, et des autres éléments de la petite classe moyenne. Là-dessus, il n'y a pas deux opinions, même parmi les économistes bourgeois. Et son action expropriatrice est encore renforcée par le système protectionniste, qui constitue une de ses parties intégrantes.

La grande part qui revient à la dette publique et au système de fiscalité correspondant, dans la capitalisation de la richesse et l'expropriation des masses, a induit une foule d'écrivains, tels que William Cobbett, Doubleday et autres, à y chercher à tort la cause première de la misère des peuples modernes.

Le système protectionniste fut un moyen artificiel de fabriquer des fabricants, d'exproprier des travailleurs indépendants, de convertir en capital les instruments et conditions matérielles du travail, d'abrèger de vive force la transition du mode traditionnel de production au mode moderne. Les États européens se disputèrent la palme du protectionnisme et, une fois entrés au service des faiseurs de plus-value, ils ne se contentèrent pas de saigner à blanc leur propre peuple,

indirectement par les droits protecteurs, directement par les primes d'exportation, les monopoles de vente à l'intérieur, etc. Dans les pays voisins placés sous leur dépendance, ils extirpèrent violemment toute espèce d'industrie; c'est ainsi que l'Angleterre tua la manufacture de laine en Irlande à coups d'oukases parlementaires. Le procédé de fabrication des fabricants fut encore simplifié sur le continent, où Colbert avait fait école. La source enchantée d'où le capital primitif arrivait tout droit aux faiseurs, sous forme d'avance et même de don gratuit, y fut souvent le trésor public.

Mais pourquoi, s'écrie Mirabeau, pourquoi aller chercher si loin la cause de la population et de l'éclat manufacturier de la Saxe avant la guerre ! Cent quatre-vingt millions de dettes faites par les souverains [10].

Régime colonial, dettes publiques, exactions fiscales, protection industrielle, guerres commerciales, etc., tous ces rejetons de la période manufacturière proprement dite, prennent un développement gigantesque pendant la première jeunesse de la grande industrie. [...]

Notes

[7] William Cobbett remarque qu'en Angleterre toutes les choses publiques s'appellent royales, mais que par compensation, il y a la dette nationale.

[8] Quand, au moment le plus critique de la deuxième guerre de la Fronde, Bussy-Rabutin fait demander, pour pouvoir lever un régiment, des assignations sur « les tailles du Nivernois encore dues » et « sur le sel », Mazarin répond : « Plût à Dieu que cela se pût, mais tout cela est destiné pour les rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris, et il serait d'étrange conséquence de faire des levées de ces deniers-là; qu'il ne fallait point irriter les rentiers ni contre lui ni contre vous. » (*Mémoires du comte de Bussy-Rabutin*, Amsterdam, 1751, t. I, p. 165.)

[9] « Si les Tartares inondaient aujourd'hui l'Europe, il faudrait bien des affaires pour leur faire entendre ce que c'est qu'un financier parmi nous. » (Montesquieu : *Esprit des lois*, t. IV, p. 33, éd. Londres, 1769.)

[10] Mirabeau.